

Vers quelle résilience paysanne en République Centrafricaine ?

Fondements et mise en œuvre d'une démarche d'observatoires en zone post-conflit.

ARCHAMBAUD Lise, LAISSUS-BENOIST Perrine, LALLAU Benoît, TIDJANI Ibrahim
Clersé, Université de Lille

Septembre 2017
Colloque interne du Clersé

Introduction

Confrontée depuis une vingtaine d'années à une instabilité politique croissante, la RCA a connu depuis la fin 2012 un niveau de violences sans précédent. Les zones rurales ont été particulièrement touchées, mises en coupe réglée par les différents groupes militaro-politiques présents sur des parties plus ou moins vastes du territoire : Séléka, ex-Séléka, Antibalaka, Lord Resistance Army, bandes armées de toutes natures. Les interventions française (Sangaris) et onusienne (Minusca) ont permis d'atténuer les violences, sans toutefois ramener la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire. On parle malgré cela, au début 2017, de la RCA comme d'un pays en situation de post-conflit, dont il faut recommencer à envisager le relèvement, puis le développement, en particulier agricole. Ce soutien au post-conflit doit passer par une connaissance fine des impacts du conflit sur les populations rurales : comment, donc, ces populations ont-elles fait face au contexte d'insécurité de ces dernières années ?

Cette question est centrale dans un projet de recherche en cours, mené avec le LERSA (Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire) de l'Université de Bangui, en partenariat avec trois ONG internationales (ACF, ACTED, Triangle GH), et grâce à un financement de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Ce projet se fonde sur trois constats ou hypothèses : 1/ Ce sont les insuffisances du développement agricole qui, en marginalisant les populations rurales et en opposant agriculteurs et éleveurs, ont largement produit les insécurités actuelles. 2/ Très peu de travaux ont été menés ces dernières années voire décennies, pour rendre compte finement des réalités rurales de ce pays. 3/ La résilience, thématique majeure de la communauté humanitaire, en RCA comme ailleurs, peine à être opérationnalisée, notamment faute d'évaluations appropriées. Face à ces trois constats, le projet consiste en la mise en œuvre d'un dispositif d'observatoires des crises et des résiliences dans les zones rurales. Ce dispositif d'observatoires est initié, sur neuf sites jusqu'à présent, par deux phases de terrain, une phase de diagnostic villageois (terminée) et une phase d'entretiens approfondis avec des ménages représentatifs des diversités locales (en cours).

Ce document de travail se structure en trois sections. La première présente le contexte qui a fondé ce projet de recherche, la deuxième en développe cadre d'analyse ainsi que les principaux éléments de la méthodologie déployée sur ces terrains ruraux complexes. La troisième aborde quelques enseignements issus des premiers travaux menés. Pour ce colloque interne, nous insistons sur les implications sociales du conflit et des dynamiques de relèvement.

1. De la marginalité au conflit : une agriculture en survie

L'agriculture centrafricaine constitue en soi un paradoxe : à la fois disposant de grandes potentialités, mais longtemps délaissée. C'est cette marginalisation qui constitue l'une des racines principales de la crise sécuritaire actuelle, crise qui en retour a achevé de la fragiliser.

Une agriculture fondée sur les legs coloniaux

La République Centrafricaine dispose d'une grande diversité d'écosystèmes, qui lui permet d'accueillir une large gamme de cultures destinées au marché intérieur (céréales, racines, tubercules, banane plantain, oléagineux, légumes, canne à sucre, etc.) ou à l'exportation (caféiers, cacaoyers, kolatiers, poivriers, cotonniers, tabac, etc.). Mais du fait de la faible densité démographique (7,5 hab/km²) et d'un outillage agricole quasi-exclusivement manuel, moins de 5% des terres aptes à la mise en culture seraient effectivement cultivées annuellement, soit quelques 700 000 hectares. De l'ordre de 16 millions d'hectares, les terres de parcours et de pâturage devraient quant à elles pouvoir nourrir aisément jusqu'à environ 5 millions de têtes de petits bovins mais n'en ont en réalité jamais hébergé simultanément plus de 3,5 millions.

Précisons que la présence de troupeaux bovins en Oubangui-Chari remonte au début des années 1920. Dans un premier temps, les agriculteurs sédentaires ne virent pas d'inconvénients à ce que les éleveurs se déplacent, et même s'installent, en « brousse », loin des zones de culture. Mais l'augmentation rapide des effectifs animaux entraîna bien vite des problèmes de mésentente entre les deux populations du fait des « feux de chasse » allumés par les agriculteurs sur les terres de parcours, ou des dégâts occasionnés aux cultures par les troupeaux en divagation, en particulier sur les champs très éloignés des habitations. Afin d'endiguer les affrontements, les pouvoirs publics optèrent finalement pour une partition des espaces entre agriculteurs et éleveurs, avec notamment la délimitation dans les années 1960 de « communes d'élevage » et de « corridors de transhumance ».

Précisons encore que l'agriculture centrafricaine, telle qu'elle se présente aujourd'hui, tire son origine de la période coloniale. Les systèmes agraires précoloniaux, déjà localement très affaiblis par les razzias esclavagistes des sultanats des actuels Sud Tchadien et Darfour, ont été perturbés par la politique coloniale de regroupement des villages. Il s'agissait d'obliger les paysans à déplacer leur habitat au voisinage des pistes rurales, afin de mieux les contrôler et de réquisitionner plus aisément la main-d'œuvre pour les travaux forcés et corvées de portage. Mais ces pistes étaient souvent construites sur des cuirasses ferrugineuses ou sur les parties les plus hautes du relief, là où les sols étaient les moins fertiles. Ce regroupement, comme les réquisitions et l'exploitation forcée du caoutchouc, se sont traduits par un appauvrissement généralisé des sols et par une extension des surfaces consacrées au manioc, du fait de l'adaptation de cette culture à un tel contexte. L'autre fait colonial majeur fut la promotion de nouvelles cultures pour l'exportation. La colonie française de l'Oubangui-Chari a été qualifiée de « Cendrillon de l'Empire » (Kalck, 1976), car fort délaissée par l'administration coloniale. Son exploitation fut tout d'abord confiée à de grandes compagnies concessionnaires, plus soucieuses d'en tirer un profit immédiat que d'y entreprendre des investissements de long terme. Elles s'orientèrent en premier lieu vers l'exploitation de caoutchouc sylvestre, au prix d'une surexploitation des espèces concernées et d'une criante sous-rémunération des saigneurs. Puis débuta la promotion de nouvelles cultures destinées à l'exportation en

Oubangui-Chari : le céara (*Manihot glaziowi*) dans un premier temps, pour pallier l'épuisement des espèces à caoutchouc spontanées, puis le cotonnier et les caféiers *excelsa* et *robusta*.

La trajectoire historique de l'agriculture centrafricaine est donc caractérisée par le regroupement des populations rurales au nom de considérations non agricoles, le primat accordé aux cultures à vocation exportatrice et la cohabitation de deux systèmes de production extensifs : élevage mobile d'un côté, agriculture sur abattis-brûlis de l'autre.

L'oubli du développement agricole

Un autre trait de cette histoire tient dans le désintérêt des bailleurs internationaux et des élites nationales pour l'agriculture, cette marginalité évoquée plus haut. Les paysanneries centrafricaines n'ont jamais beaucoup intéressé. Trop peu nombreuses pour rentabiliser les infrastructures, jugées hostiles à la « mystique du progrès », elles n'ont bénéficié que de peu d'appuis, par ailleurs trop courts et insuffisamment denses pour être déterminants (Dufumier & Lallau, 2016). C'est ce que regrettait déjà l'agronome français René Dumont, lorsqu'il livrait en 1966 une déclinaison centrafricaine de son *Afrique Noire est mal partie, Le difficile développement agricole de la République Centrafricaine* (Dumont, 1966). On y trouvait les germes de la situation actuelle : mépris des élites pour les paysanneries, désintérêt pour le vivrier, saupoudrage d'actions, enclavement -déjà- des régions périphériques, etc. Cette faiblesse de l'appui s'est accrue et muée en un véritable abandon depuis les plans d'ajustement structurels des années 80, marginalisant ces paysanneries et les entraînant peu à peu dans le présent conflit. L'ensemble des activités agricoles a été affecté par cet abandon des pouvoirs publics. La marginalisation des paysanneries n'a pas signifié pour autant leur repli total sur l'autosubsistance. Il s'est agi davantage d'une intégration défavorable, parce que subie, erratique, peu rémunératrice, que d'une complète mise à l'écart. Cette intégration aurait pu être rendue moins défavorable par une organisation collective suffisamment forte. Tel n'a pas été le cas en RCA où il n'y a pas de mouvement paysan proprement dit et où l'action collective s'est limitée aux seules activités de groupements villageois adossés à une culture exportatrice.

Cette marginalisation s'est ensuite étendue depuis les régions les plus périphériques (le Nord et l'Est du pays) pour atteindre les régions autrefois plus intégrées. Elle n'a pas concerné que les filières agricoles, mais aussi le système scolaire, avec la disparition de l'école rurale, l'accès aux soins primaires, les axes routiers secondaires ; etc. Elle a conduit bien des ruraux à rechercher des alternatives en dehors des villages, via l'exode vers Bangui et les villes de province, et via la réalisation de travaux journaliers sur les chantiers diamantifères ou aurifères. Cette intégration défavorable des zones rurales a largement nourri l'instabilité politico-militaire qu'a connue la RCA depuis le milieu des années 90. De nombreux jeunes ruraux, agriculteurs comme éleveurs, se sont intégrés aux groupes armés. Tantôt bandes de « coupeurs de routes », tantôt groupes rebelles à visée politique, tantôt groupes d'autodéfense, souvent tout cela en même temps ou alternativement au gré des circonstances, ces « entreprises » de prédation ont fortement affecté la vie des ruraux, par leurs pillages, par la répression qu'elles induisent, par le déclin de la vie économique qu'elles provoquent.

Mais c'est le conflit initié à la fin de 2012, avec la création de la coalition dite Séléka, qui a eu les plus lourdes conséquences : déplacements massifs de populations, pillages systématiques des villes et villages conquis, mises en coupes réglées de régions entières par les différents

groupes armés (on en recense encore 14 en activité aujourd'hui) jusqu'à aujourd'hui, destructions d'équipements et d'infrastructures, insécurité alimentaire, destruction du lien social, et pour la première fois dans l'histoire du pays, massacres de nature confessionnelle.

Quel avenir pour l'agriculture centrafricaine ?

Ainsi, après les récentes crises politico-militaires, l'agriculture centrafricaine est profondément déstabilisée : l'insécurité a empêché les grandes cultures et freiné les flux commerciaux internes, les éleveurs ont perdu tout ou grande partie de leurs troupeaux. Dans un pays aux conditions agro-climatiques pourtant favorables à l'agriculture, beaucoup de ruraux survivent difficilement, ou doivent compter sur l'aide alimentaire distribuée par les acteurs humanitaires. Notre projet de recherche se fonde sur quatre hypothèses centrales. La première est que ce délabrement agricole n'est pas irréversible. Le questionnement est alors le suivant : comment reconstruire au plus vite l'agriculture du pays et faire en sorte que les populations rurales et périurbaines puissent passer d'une situation d'assistantat humanitaire à celle de producteurs actifs capables d'une part d'assurer par eux-mêmes des conditions de vie correctes avec des niveaux de revenus décents, d'autre part de fournir aux populations urbaines une nourriture abondante, diversifiée et équilibrée.

Mais il serait simpliste d'imputer ce délabrement aux seuls conflits récents, on l'a vu. Notre deuxième - et principale - hypothèse est ainsi que la paupérisation et la marginalisation des paysanneries constituent des ferments majeurs de l'instabilité actuelle, et qu'une paix durable ne pourra se construire sans développement agricole et rural. Dans cette agriculture prédomine encore très largement la juxtaposition de deux systèmes extensifs, une agriculture manuelle et un élevage bovin semi-nomade (« transhumant »), sans que les deux activités ne soient réellement associées. Plutôt que de plaquer une grille d'analyse « confessionnelle » sur les conflits entre agriculteurs (certes souvent chrétiens) et éleveurs (certes majoritairement musulmans), nous prenons le parti d'une analyse en termes d'utilisation des espaces, et envisageons les modalités possibles d'une meilleure intégration de ces deux systèmes.

Cette nécessité du développement agricole comme condition d'une pacification durable est désormais affirmée par de plus en plus d'acteurs, bailleurs comme ONG. Se pose alors la question des modalités que devrait prendre ce nécessaire appui. Il est pour cela crucial de bien connaître cette agriculture. C'est là qu'est notre troisième constat, celui d'une profonde méconnaissance des réalités agraires de la RCA. Beaucoup d'acteurs de l'urgence et du relèvement sont très conscients de cette situation. Faute de politiques structurelles, d'appui à la recherche et d'accompagnement des étudiants, les seules études récentes sur ces réalités proviennent des évaluations entreprises par les humanitaires : établies en urgence, selon des canevas standardisés, par des personnels ne disposant ni du temps ni parfois des compétences pour réaliser de véritables diagnostics locaux, elles ne permettent pas de fonder solidement des politiques d'appui. Notre hypothèse est ici qu'une analyse, suivie, des systèmes locaux pourrait combler une partie de cette méconnaissance et contribuer à la formulation d'appuis adaptés localement, permettant de susciter la résilience des populations. Il s'agit donc de développer une méthodologie adaptée d'étude des systèmes agraires et de leur diversité en RCA, et de construire un cadre permettant de pérenniser cette approche. Il s'agit aussi donner plus de contenu opérationnel à la résilience qu'elle n'en a actuellement, de contribuer à en faire autre chose qu'une métaphore mobilisatrice ou, pire, une nouvelle injonction.

2. L'observatoire des crises et des résiliences : fondements analytiques

De cet ensemble de constats et d'hypothèses a émergé le projet d'observatoires des crises et des résiliences. Cette deuxième section en présente les fondements analytiques. Des fondements qui partent d'une question simple : alors que cette notion est mobilisée par la plupart des bailleurs, en RCA comme ailleurs, est-il possible d'évaluer la résilience ?

La résilience, une notion problématique

Il circule de nombreuses définitions de la résilience dans le monde de l'aide, qui insistent en général sur la capacité de rebondir suite à un choc, mais aussi de s'y préparer voire de l'éviter, et de s'adapter durablement aux stress (Lallau, 2017). En 2014, le Groupe de travail technique sur la mesure de la résilience, regroupant plusieurs agences onusiennes et bailleurs multilatéraux, donne la définition suivante : « la résilience est la capacité qui garantit que des facteurs de stress et des chocs adverses n'aient pas de conséquences négatives durables sur le développement » (FSIN, 2014). Mais beaucoup de questions se posent : comment l'évaluer ? A quelle(s) échelle(s) ? Sur quelle(s) temporalité(s) ? Quels moyens implique-t-elle ? Notre hypothèse est que, en dépit des nombreuses critiques dont elle fait l'objet (Reghezza-Zitt & al., 2012 ; Béné & al., 2012), il est possible de donner du sens et de l'opérationnalité à cette notion. Cela nécessite d'apporter des réponses claires aux questions suivantes.

- La résilience, de quoi ? Il s'agit de déterminer précisément les variables d'état, dont il faut suivre l'évolution pour pouvoir évaluer s'il y a ou pas, une trajectoire de résilience. Un reproche souvent fait aux approches de la résilience est de ne pas distinguer clairement ce qui caractérise la résilience (les variables expliquées) et ce qui la permet (les variables explicatives). Nous avons à poser des choix clairs, pour éviter le risque de l'analyse circulaire (on est résilient parce qu'on est résilient).
- La résilience, par rapport à quoi ? Nous nous intéressons à ce que nous nommons adversité, l'ensemble des risques et chocs vécus par les ménages et les communautés, et pas seulement les chocs brutaux, de type catastrophique (pillage, etc.).
- La résilience, de qui ? C'est la question des échelles auxquelles la résilience doit être évaluée. La tendance, dans l'abondante littérature récente, est de prôner une évaluation à plusieurs échelles, depuis l'individu jusqu'à la nation. Par souci d'opérationnalité, nous optons pour une approche à deux échelles, qui font sens sur nos terrains, celle du finage villageois et celle du ménage. Le finage correspond aux limites du territoire villageois où un groupe de personnes est installé (habitat), et sur lequel il exerce un droit agraire, droit d'accès et droit d'usage. C'est donc le territoire perçu comme « leur » par les habitants. Quant au ménage, unité de référence des humanitaires, il constitue l'entité collective minimale structurant le quotidien des pratiques, induisant un vivre ensemble au moins durant une partie de l'année, persistant dans le temps, portant une majeure partie des pratiques de gestion des risques.
- La résilience, quand ? Pour avancer à la difficile question de la temporalité de la résilience, nous choisissons de penser les processus à l'œuvre en termes de trajectoire, permettant d'intégrer l'ensemble de l'adversité vécue, des réponses qui lui sont, en continu, apportées, des actions extérieures, des évolutions aux deux échelles des ménages et des villages.

- La résilience, comment ? Il s'agit d'expliquer l'état et l'évolution de ces variables d'état. Cela passe par l'analyse des pratiques individuelles et collectives, par l'analyse des ressources mobilisables par la communauté villageoise et par le ménage.

La nécessité d'analyser des processus et des trajectoires conduit à privilégier un dispositif d'observatoires. Un observatoire est usuellement défini comme une structure autonome et pérenne chargée d'observer l'évolution d'un phénomène, d'un système ou d'un espace et de collecter, d'analyser, de restituer (à un rythme rapide) des données et des connaissances, à destination des acteurs de ce système ou de publics ciblés (Dubois et Droy, 2001). Il se présente comme un système léger de production de données, répété à échéances régulières, et conduisant à des résultats extrapolables, sous certaines conditions (niveau de représentativité des zones et ménages retenus, qualité des données recueillies).

Une approche systémique

C'est dans le champ des systèmes socio-écologiques (SES) que la question de la résilience a été particulièrement approfondie (Mathevet & Bousquet, 2015). La Resilience Alliance, promotrice de cette approche, propose la définition suivante: "Resilience is the capacity of a social-ecological system to absorb or withstand perturbations and other stressors such that the system remains within the same regime, essentially maintaining its structure and functions. It describes the degree to which the system is capable of self-organization, learning and adaptation" (Walker *et al.* 2004).

Cette approche nous donne quelques clés pour sortir d'une vision trop peu opératoire de la résilience. Nous pouvons considérer nos deux échelles, le village et le ménage, comme des SES. Quand, alors, peut-on dire qu'un « système village » ou qu'un « système ménage » adopte une trajectoire de résilience ? Nous proposons la réponse simple suivante : un système est résilient s'il parvient, en suite à une ou des perturbations, à maintenir ou à rétablir ses fonctions essentielles. Cela n'induit pas nécessairement un retour au *statu quo ante*, il peut y avoir une transformation du système d'activités, un changement du mode de vie, une réorganisation des relations sociales, etc. Une telle approche nous permet de ne pas confondre les fonctions du système et ses ressources. Les premières sont les variables d'état, qui caractérisent les manifestations de l'éventuelle résilience, les secondes constituent les variables explicatives, c'est à dire les facteurs permettant de maintenir ces fonctions ou pas. Bien entendu, il nous faut définir ce que peuvent être ces fonctions essentielles, aux deux échelles retenues. Nous y revenons plus loin.

Les tenants de l'approche des systèmes socio-écologiques insistent sur les interactions complexes qui existent entre différents systèmes, à différentes échelles ; on parle alors de panarchie. De même, dans notre approche, nous avons à bien comprendre les interactions entre les deux échelles considérées, celle du ménage et celle du village. C'est là une vieille préoccupation des sciences sociales, que nous retrouvons ici : un village résilient fait-il des ménages résilients, et réciproquement ? La question des inégalités intra-communautaires doit en particulier être abordée : par exemple le choc a-t-il accru ces inégalités ? Faut-il déterminer des seuils au-delà duquel on peut parler d'une communauté résiliente, en dépit de trajectoires défavorables pour certains des ménages de cette communauté ?

Enfin, la compréhension des fonctions à l'échelle du ménage repose sur l'approche des *sustainable livelihoods*, ou moyens d'existence durables (Chambers et Conway, 1991). Il s'agit d'observer la trajectoire des ménages, et d'appréhender les stratégies qu'ils mettent en place pour protéger leurs « enjeux ». Les enjeux sont ce qui compte pour eux, c'est-à-dire ce qu'ils tentent de préserver et/ou de reconstituer en priorité en cas de choc (Lallau et Droy, 2014). La mobilisation de ce cadre des *livelihoods* présente trois avantages : il s'agit d'un cadre assez souple, qu'il est possible d'adapter à différents contextes, tant ruraux, qu'urbains ou périurbains ; dans sa version initiale, celle adoptée ici, elle intègre non seulement les actifs, les systèmes d'activités mis en œuvre, mais aussi les capacités détenues (permettant en particulier d'inclure des éléments de nature socio-anthropologique) ; enfin, il s'agit d'un cadre qui n'est pas étranger aux acteurs humanitaires, et facilite donc les échanges et la vulgarisation sur le travail mené.

Nous adoptons donc la démarche analytique suivante, à développer aux deux échelles du finage villageois et du ménage.

1. Comment fonctionne actuellement le système ? Nous proposons une caractérisation du système, au temps t.
2. Comment a-t-il fonctionné par le passé ? Nous devons comprendre la trajectoire historique du système.
3. Qu'est-ce qui explique ce fonctionnement aujourd'hui ? Il s'agit de mettre en évidence les implications de l'histoire et de l'environnement actuel sur l'état présent du système.
4. Comment ce fonctionnement a-t-il été affecté par les perturbations passées ? Nous entrons plus particulièrement dans une approche résilience.
5. Face à ces perturbations, comment le système a restauré, ou pas, ses fonctions essentielles ? Nous abordons ici la dimension rétrospective de la résilience : comment a-t-on « fait face » par le passé ?
6. Semble-t-il à même de pouvoir faire face à une prochaine perturbation ? Nous envisageons la dimension prospective de la résilience, ce qui peut s'avérer plus complexe à établir, mais qui est aussi essentiel si l'on veut pouvoir orienter une future action d'appui.
7. Et donc, peut-on, pour le système considéré, parler d'un processus de résilience ? Il s'agit alors de confronter l'évolution des fonctions du système aux chocs subis par le passé et aux menaces pesant sur son avenir.
8. Enfin, comment cette trajectoire peut-elle être reliée à celle de l'autre système étudié dans cette démarche d'observatoire ? Nous abordons alors la complexe question des interactions entre échelles, ici le village (ou campement pastoral) et le ménage. La suite de ce document explicite cette démarche, présente la façon dont elle est actuellement mise en œuvre, mais aussi les difficultés qu'elle induit, les débats qu'elle suscite.

L'approche du finage villageois

Le point d'entrée de notre démarche est la définition des fonctions permettant de caractériser l'état d'un système, le finage villageois ici. C'est ici que le lien peut être fait avec les approches en termes de soutenabilité : d'une part avec les trois dimensions usuellement retenues de cette soutenabilité, les dimensions environnementale, économique, et sociale ; d'autre part avec la perspective dynamique et systémique de ces approches (Lallau, 2011).

Nous définissons en premier lieu une fonction **productive**. Un village est résilient sur le plan environnemental si les agroécosystèmes maintiennent ou retrouvent leurs potentialités productives en dépit des chocs. Il est important de se pencher sur cette question car une très large majorité de la population vit de l'agriculture, la chasse, la pêche, l'élevage, et donc de la mise en valeur des écosystèmes. Si donc cette fonction est affectée, il y aura une crise des moyens d'existence à l'échelle des ménages. En retour, c'est une fonction dont l'état dépend grandement des caractéristiques naturelles du milieu, mais dont l'évolution est aussi très largement, voire essentiellement, influencée par les dynamiques humaines.

Nous proposons en deuxième lieu une fonction d'**intégration**. Un village « fonctionne » économiquement si les modalités de son intégration avec le reste du territoire (infrastructures, services étatiques, appui extérieur) sont favorables à la subsistance des ménages, s'il parvient à éviter une *intégration défavorable*. Nous faisons ici référence à la notion d'*adverse incorporation*, issue du cadre des *livelihoods* (Hickey & du Toit, 2007, 4).

Enfin, nous avançons une fonction de **régulation**, renvoyant au contexte social et institutionnel local. En particulier, il est nécessaire de se pencher sur la question de la cohésion sociale. Cette question est d'une grande importance dans le contexte centrafricain, marqué par les tensions entre agriculteurs et éleveurs, mais aussi par différentes discriminations ethniques et de nombreux conflits au sein même de communautés villageoises souvent postulées comme homogènes. L'autre élément majeur ici tient en la capacité des institutions locales à se maintenir ou à se rétablir suite à des perturbations. Nous devons donc nous intéresser à l'état des institutions villageoises et à leur fonctionnement effectif, notamment aux questions de leadership et à l'influence des groupes armés sur le fonctionnement local.

Au travers des fonctions (cf. détails en annexe de ce texte), de leurs interactions, et de leurs facteurs explicatifs (les différentes ressources villageoises), c'est la question de la complexité du système village et de son évolution qui est analysé (Nous cherchons notamment à vérifier l'hypothèse, courante dans l'approche des SES, selon laquelle un système complexe serait plus résilient). Ce qu'il est important de saisir, c'est comment les ressources sont mobilisées en fonction des opportunités accessibles à l'échelle du village, comment elles interagissent ou pas, comment elles peuvent, ou pas, permettre à la communauté villageoise de faire face aux risques et aux chocs. De même, il est essentiel de se pencher sur les dynamiques locales de l'action collective, et leur incidence sur la trajectoire du système villageois. L'observatoire doit donc se pencher, dans chaque site, sur les réalisations des collectifs et sur les processus locaux de structuration.

L'approche du ménage

Pour expliciter notre approche du ménage, trois notions doivent ici être abordées, celles d'enjeu, de fonctionnement et de trajectoire. Notre approche repose tout d'abord sur l'identification des enjeux locaux, à l'échelle du village. Ces enjeux sont définis comme les moyens d'une possible résilience, les leviers qui permettent aux habitants du village de « s'en sortir » - ou pas. Sur le plan analytique, cette détermination des enjeux locaux permet :

- 1/ de concrétiser la question des interactions entre les deux échelles, puisqu'elle permet de faire le lien entre les réalités villageoises et la situation de chaque ménage ;

2/ de comprendre les différences de trajectoires entre les ménages, et ainsi d'expliquer les dynamiques de différenciation, c'est là que la question des inégalités apparaît clairement ;
3/ de mettre l'accent sur les leviers possibles pour l'appui extérieur, avec l'hypothèse que les enjeux seraient ce sur quoi il faudrait prioritairement (et prudemment !) agir si l'on souhaite appuyer le relèvement des populations après un choc.

Par exemple, si l'on identifie l'accès à la main d'œuvre comme un enjeu local majeur (ce qui est courant dans ces systèmes très extensifs, surtout en situation de post-conflit), on va pouvoir mettre en évidence les différences de trajectoires et de fonctionnement associées à cet accès, les dynamiques de renforcement des inégalités associées à cet enjeu de main d'œuvre, les redistributions éventuelles liées au conflit, les modalités d'intervention possible pour les ONG. Exemples : la promotion de l'agroforesterie, du maraîchage, de l'interaction agriculture-élevage, des dynamiques de travail communautaire, autant de pratiques à même de lever la contrainte locale de main d'œuvre.

Les inégalités intra-villageoises peuvent être évaluées via les différences de fonctionnement des ménages. Nous posons qu'un ménage qui « fonctionne » en dépit des chocs est un ménage qui parvient à vivre correctement, au regard de standards locaux, à « compter » au sein de sa communauté, et à préserver son avenir. Nous définissons donc une fonction de **subsistance**, qui rend compte de la façon le ménage assure ou restaure la subsistance de ses membres. De même, nous proposons d'évaluer une fonction d'**intégration sociale**, qui caractérise la façon dont le ménage parvient à ne pas être marginalisé, à s'intégrer socialement. Nous nous fondons de nouveau sur une hypothèse issue des approches de la résilience : on n'est pas résilient seul. Enfin, nous avançons une fonction de **préservation de l'avenir**. Un ménage résilient est un ménage qui ne « brade » pas son avenir pour assurer le présent, qui sauvegarde ou reconstitue des moyens d'existence lui permettant d'assurer sa subsistance et son intégration sociale pour demain (c'est à dire assurer l'avenir du ménage à moyen terme). L'évolution des fonctions peut être constatée soit en termes de résultats (l'état de la fonction est à un niveau différent avant et après le choc par exemple), soit en termes de moyen pour assurer cette fonction (le ménage peut, par choix ou par obligation, réorganiser la façon dont il fonctionne).

Notre analyse des trajectoires se fonde, en l'adaptant au cas centrafricain, sur la proposition de Droy et Lallau (2014), qui distinguent trois types de trajectoires, de résilience, de résistance, de déchéance.

1/ Une trajectoire de résilience : les ménages qui atteignent des niveaux de fonctionnement satisfaisants, qui peuvent accumuler différents types de capitaux, savent anticiper la plupart des aléas.

2/ Des trajectoires de résistance, correspondant à la majorité des ruraux centrafricains, faites d'une résistance à l'âpreté du quotidien, une réaction aux aléas pouvant induire des privations et des décapitalisations plus ou moins marquées. Nous distinguons deux cas : une trajectoire plutôt ascendante, caractérisée par amélioration même ténue de la situation, par des pratiques réversibles en cas d'aléas ; et une trajectoire plutôt déclinante, marquée par une situation dégradée, un horizon de décision qui se raccourcit, des pratiques difficilement réversibles en cas de choc.

3/ une trajectoire de déchéance : on est proche de la précédente, avec des ménages qui subissent les aléas, et généralement on ajoute à la dégradation économique l'exclusion sociale,

la marginalisation, le sentiment de n'avoir pas de prise sur son destin ; cela correspond au cas des « destitute » de la littérature livelihoods (Devereux, 2003).

Enfin, nous retrouvons la question de l'interaction entre échelles, avec la mise en évidence des implications locales des pratiques du ménage, soit individuellement, soit par agrégation. Ceci renvoie à un autre débat récurrent dans les approches résilience, celui de la « bonne » et de la « mauvaise » résilience, par exemple lorsque les pratiques des uns pourraient nuire à d'autres. Nous nous efforçons d'éviter, par notre approche enjeux-fonctions-trajectoires, le piège d'un propos trop normatif, voire injonctif (ce qu'il serait « bien » ou « mal » de faire), comme on le retrouve souvent dans les études humanitaires, notamment celles fondées sur la *Household Economy Analysis* (Boudreau & al. 2008).

3. La mise en œuvre de l'observatoire

Il est trop tôt pour dresser un bilan complet de ce cadre d'analyse, de ses apports ou limites. Au moment où sont écrites ces lignes, une première phase d'enquête a été menée sur 10 sites, une seconde phase est en cours, sur 8 d'entre eux. Cette troisième section en présente la séquence méthodologique, ainsi que le déploiement sur les terrains centrafricains.

La séquence méthodologique

Déployer un dispositif d'observatoires dans des zones en situations de post-conflit et généralement méconnues s'avère complexe. Mais cela s'avère être le meilleur compromis possible entre le besoin d'informations fiables, le peu de temps qu'il est possible de passer sur chaque terrain, et notre volonté de proposer une démarche dont pourrait s'emparer des acteurs non issus du monde la recherche, mais aussi nos jeunes collègues de l'université de Bangui. Notre système de production de données combine plusieurs outils, tant qualitatifs que quantitatifs, mobilisés en trois temps, selon la séquence suivante :

- Temps 1 : Approche systémique du village (5 à 7 jours de travail par site)
- Temps 2 : Approche quantitative et qualitative des ménages (5 à 7 jours)
- Temps 3 et suivants : Actualisations des données et suivi des trajectoires (2 à 3 jours)

Au temps 1, nous proposons une analyse à l'échelle du finage villageoise, via les trois fonctions qui permettent de le caractériser. Pour rappel, le finage villageois est le territoire perçu comme leur par les habitants, il est donc défini par leurs pratiques. Il regroupe la zone d'habitation et les zones exploitées, c'est à dire les zones cultivées mais aussi les zones de cueillette et les zones de chasse. A cette échelle, nous mobilisons les outils du diagnostic agraire (entretiens semi-directifs, réunions de groupe, observations, etc.), afin de produire une monographie qui caractérise l'état du finage, qui retrace son évolution dans le temps en suite aux perturbations, qui met évidence les enjeux locaux et les principales trajectoires de ménages. Nous nous penchons aussi sur les modalités locales de l'action collective.

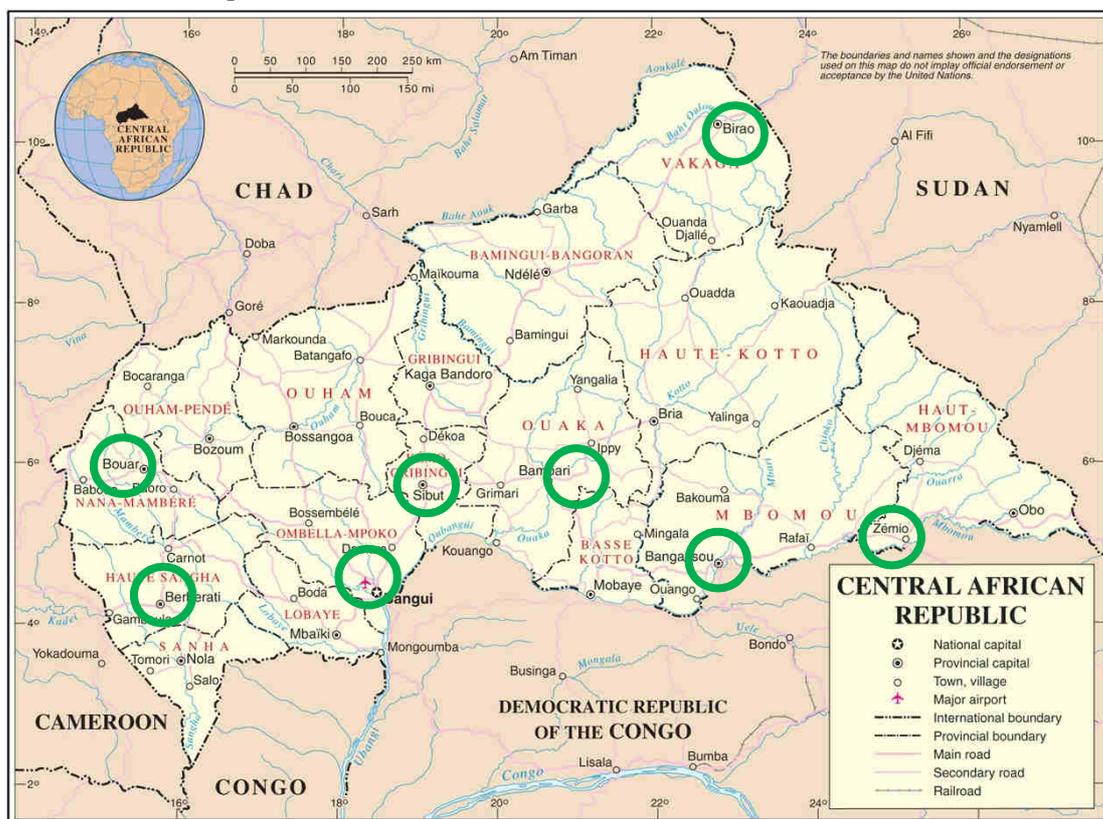
Ce premier passage doit nous amener à poser quelques hypothèses sur les leviers et les freins de la résilience locale, quelques pistes d'action d'appui, quelques points d'attention à approfondir, autant d'éléments qui pourront être abordés au temps 2. Durant ce deuxième temps, nous changeons donc d'échelle pour nous intéresser exclusivement aux ménages. Sur

la base de la typologie et des enjeux locaux qui ont émergé en suite au diagnostic villageois, nous approfondissons la connaissance des ménages et de leurs pratiques et cherchons à expliquer l'état du ménage (i.e. de ses fonctions). Les informations produites sont de différentes natures, technico-économiques comme socio-anthropologiques. Après le deuxième passage, nous devons être capables produire les données suivantes : profil des ménages enquêtés ; systèmes d'activité ; trajectoires du ménage ; chocs et stress (natures, réponses, supports, perceptions) ; relation des ménages au village ; projection dans l'avenir. Nous menons des entretiens semi-directifs avec les chefs de ménages représentatifs de la diversité locale, mais aussi, dans la mesure du possible, avec une épouse et un fils aîné. Cette seconde phase permet d'affiner voire nuancer les résultats obtenus à l'échelle du village ou du campement, avec des questions centrales, tournant autour des impacts différenciés des chocs subis, des divergences de pratiques, des recompositions et inégalités sociales, et plus généralement des interactions entre les deux échelles retenues.

Un difficile déploiement

Redisons que le défi d'un tel dispositif d'observatoires n'est pas qu'analytique, il est aussi très opérationnel. L'accès au terrain, dans les campagnes centrafricaines, est malaisé du fait d'abord de l'enclavement de nombreuses régions. Cet enclavement se traduit par une inaccessibilité durant la saison des pluies (voire toute l'année), par un allongement des temps de trajets, et donc des coûts majorés pour les équipes de recherche. L'accès est aussi rendu compliqué par le contexte sécuritaire, qui demeure encore très incertain dans de nombreuses régions, au long de nombreux axes routiers. Cela introduit d'ores et déjà un biais dans la sélection des sites de l'observatoire, puisque cette sélection est très liée aux contraintes d'accès et aux impératifs sécuritaires. Nous avons donc tendance à sous-étudier les zones les plus enclavées, les plus insécurisées, les plus impactées par la crise politico-militaire. Ce biais ne peut être qu'assumé, car il ne peut raisonnablement pas être évité.

Figure 1 : Localisation des sites sur le territoire centrafricain



L'autre limite assumée est que notre projet se fonde sur des partenariats avec, principalement, quatre ONG internationales, Action contre la faim, ACTED, et Triangle GH, et dernière en date, la Croix Rouge Française. Ces partenariats sont essentiels pour permettre un accès sécurisé au terrain, pour le logement des équipes, etc. Cela crée deux biais, celui d'être identifié à un humanitaire, avec les attentes que cela peut induire, et celui d'une répartition non équilibrée sur le territoire, puisque nous nous rendons là où nos partenaires développent leurs activités. Ces biais doivent être acceptés, car un travail de recherche autonome est absolument inenvisageable dans le contexte centrafricain.

Néanmoins, les sites ont été sélectionnés afin de constituer un panel révélant la diversité des moyens d'existence des populations en République Centrafricaine. La carte ci-dessus (figure 1) permet de localiser les différents sites actuels de l'Observatoire. Initialement, un partenariat avec une quatrième ONG, Danish Refugee Council (DRC) avait été engagé pour la mise en œuvre de deux sites, un en Ouham (Paoua), et une autre en Ouham-Pendé (Batangafo) permettant d'aborder les aspects spécifiques aux zones cotonnières ainsi que les dynamiques particulières du Nord-Ouest, réservoir des rebellions depuis 2003. Il n'a cependant pas été possible de finaliser le partenariat, en raison de la non-disponibilité des équipes de l'ONG. Le tableau 1 présente les 10 sites qui ont été initiés, sachant que seuls 8 ont été retenus pour la suite (la taille des 2 délaissés étant trop importante, difficilement compatible avec notre méthodologie). Sur les 8 sites retenus, 2 sont aujourd'hui inaccessibles pour des raisons sécuritaires. Nous aurons à y relancer un travail à l'échelle villageoise, avant de développer l'approche ménages, pour tenir compte de ce choc sécuritaire en cours.

Tableau 1 : les sites retenus pour le projet

Site (sous-préf.)	ONG	Phase 1	Phase 2	Principaux moyens d'existence
1. Koto Bourou II (Sibut)	ACF	Juillet 2016	Juillet 2017	Systèmes d'activités organisés autour des cultures de manioc, maïs, arachide et sésame, avec des activités de pêche et de chasse. Présence d'arbres fruitiers.
2. Biroh (Zémio)	Acted	Juillet 2016	En attente (sécu)	Systèmes d'activités principalement agricoles, organisés autour des cultures de manioc, maïs, riz et arachide. Présence d'éleveurs en périphérie du finage.
3. Ngamana (Bangassou)	Acted	Août 2016	En attente (sécu)	Systèmes d'activités organisés principalement autour du café avant la crise, systèmes d'activités actuels organisés autour des cultures de manioc, du riz, du maïs et de l'arachide. Présence d'activités maraichères.
4. Nounkowana (Bouar)	ACF	Août 2016	Juin 2017	Village anciennement cotonnier, systèmes d'activités organisés actuellement autour des cultures vivrières telles que le manioc, le maïs et l'arachide mais aussi des cultures maraichères. L'exploitation de fagots est également développée.
5. Bangui-Banda (Bambari)	TGH	Août 2016	Juillet-août 2017	Campement d'éleveurs multi-ethniques avec des modes de gestion de la mobilité diverses (transhumants internes et semi-sédentaires) et des activités autres que pastorales pour certains (agriculture, commerce).

6. Gbaloko II (Bangui)	Multi-ONG	Septem- -bre 2016	Mars 2017	Village périurbain, très connecté à Bangui et à ses marchés (PK16). Enjeux fonciers importants entre les activités vivrières et les parcelles dédiées aux habitations, présence d'activités maraichères.
7. Terfel (Birao)	TGH	Décem- -bre 2016	Décem- -bre 2016	Campement d'éleveurs « arabes », réalisant des transhumances entre le Soudan et la RCA, avec un terroir d'attache situé aux environs de Rihed-el-Birdi (Soudan), où ces éleveurs s'impliquent dans les activités agricoles (mil/sorgho, sésame, arachide et haricot).
8. Nanboko	CRF	Août 2017	Septem- -bre 2017	Village à proximité de chantiers diamantifères, systèmes d'activités organisés autour des activités agricoles (vivrières : manioc, maïs et arachide ; maraichères) et des activités minières. Campement pastoral à proximité.
<i>Sites non conservés au terme de la première phase</i>				
9. Maloum (Bambari)	TGH	Juillet 2016	Pas de phase 2	Gros village aux systèmes d'activités variés : agriculture vivrière, élevage bovin, commerce. Présence de déplacés ayant plus ou moins repris une activité.
10. Nassolé, (Berbérati)	SCAC et CRF	Janvier 2017	Pas de phase 2	Gros village à proximité de chantiers diamantifères, zone anciennement tabacole, systèmes d'activités organisés actuellement autour des activités agricoles (vivrières : manioc, maïs et arachide ; maraichères) et des activités minières.

Sources : auteurs

4. Quelles recompositions sociales en suite au conflit ? Quelques exemples

Au terme de la phase 1, et alors que les phases 2 sont en cours de réalisation ou d'exploitation, nous extrayons quelques premiers éléments de résultats, en lien avec la thématique de ce colloque. Il va de soi que ce ne sont là que quelques premiers éléments, qu'il nous faudra approfondir, et que les enquêtes ménages, en cours, ainsi que le suivi dans la durée, pourront enrichir.

Le choc sécuritaire impacte-t-il les inégalités locales ?

Quelques exemples peuvent être saisis dans les villages, dans les campements pastoraux, mais aussi au sein des ménages. En premier lieu donc, au terme des diagnostics villageois, nous pouvons distinguer les sites ou les rapports de force et/ou les inégalités de richesse semblent se maintenir voire s'accroître, des sites où une certaine redistribution des cartes s'observe en suite à la crise. Parmi les premiers, nous relevons le cas de Ngamana. Dans ce village, ce sont les aînés et les ménages en meilleures situations qui peuvent se replier sur les terres forestières (très convoitées car fertiles), au détriment des ménages en situation intermédiaire. Ces derniers, faute de terres forestières, tentent alors d'obtenir des liquidités via la multiplication des activités de collecte, activités auparavant surtout menées par les ménages en situation difficile, comme ultime recours en cas de coup dur. Ces ménages en difficulté se retrouvent ainsi sans activité de « soutien », ce qui les fragilise davantage encore. A Biroh, village à l'extrême Est, l'insécurité persistante empêche de maintenir les activités agricoles de grands champs, souvent assez éloignés des lieux d'habitation. Avant la crise sécuritaire, les ménages

en meilleure situation étaient ceux qui avaient beaucoup développé l'agriculture, mais aussi envoyé les enfants à l'école. Ceux-ci ont pu développer des connaissances non agricoles, qui maintenant leur permettent de sortir du village et de saisir des opportunités à Zémio, la ville la plus proche. Les ménages en situation intermédiaire, qui n'ont développé que l'agriculture, se retrouvent davantage démunis face à l'abandon des terres éloignées du village et le ralentissement de l'économie locale du fait des menaces d'exactions de la LRA (Lord Resistance Army).

Parmi les sites où nous observons plutôt une redistribution des cartes, nous pouvons citer Nounkowana, où les notables les mieux installés avaient commencé à capitaliser en bovins vers la fin des années 80. En prenant de l'âge (et en perdant leur force de travail), ils avaient progressivement abandonné les champs et les autres activités. Or, très sensible au pillage, le bétail a complètement disparu, laissant ces ménages âgés sans ressources ni force de travail, dans des situations particulièrement précaires (mais avec une maison entôlée, dernier vestige de leur réussite sociale antérieure).

Au sein des campements pastoraux, les éleveurs rencontrés témoignent d'une défiance grandissante entre les fractions ethniques et d'une remise en cause des anciens rapports de force. Ainsi, à Maloum, les Djafoun, dont l'installation est la plus ancienne, ont toujours été les leaders historiques des éleveurs de la zone. L'adoption d'un mode de vie moins fondé sur la mobilité leur a permis de prendre le contrôle des structures locales (FNEC) et d'avoir du poids dans les prises de décisions collectives. Mais leur sédentarisation progressive les a, en retour, rendus très sensibles aux différents chocs causés par la crise centrafricaine (pillages, rackets), et ce sont maintenant les éleveurs plus mobiles, au travers d'alliances avec les commerçants éleveurs et/ou la Séléka, qui parviennent à peser sur les négociations à leur avantage. Ainsi, en cas de réactivation des structures d'encadrement de l'élevage, il faudra prendre en compte les nouveaux acteurs, et ne plus se reposer uniquement sur les anciennes figures de légitimité, au risque de faire monter les mécontentements et d'aggraver les tensions.

Dans le campement de Bangui-Banda, un phénomène similaire est observable. Les transhumants transfrontaliers étaient auparavant plutôt dépendants des éleveurs moins mobiles pour l'accès aux vivres. Ces derniers, éleveurs semi-transhumants principalement et parfois transhumants internes, se chargeaient des négociations commerciales, du fait de leur maîtrise de la langue Sango, de leur connaissance des prix pratiqués et du fait des liens établis avec les villageois et les commerçants. Actuellement, les éleveurs transhumants transfrontaliers, bien que rejetés par les autres éleveurs (qui se considèrent centrafricains), sont généralement mieux armés, ils ont pu préserver leur bétail en se repliant dans leur pays d'origine et en faisant jouer des solidarités. Ils ont alors un poids de plus en plus important dans l'accès aux ressources pastorales, au détriment des éleveurs centrafricains. De manière générale donc, la crise sécuritaire favorise les plus mobiles, et pénalise les moins mobiles, bousculant ainsi les rapports de force au sein du monde pastoral centrafricain.

Troisième point : les enquêtes ménages commencent à faire apparaître une évolution notable de la place des épouses et des fils, allant généralement dans le sens d'une perte d'autonomie. Il s'agit de contribuer prioritairement au relèvement du ménage, ce qui passe d'abord par la relance des activités pilotées par le chef de ménage. Beaucoup d'épouses laissent donc de côté leurs activités propres, qui leur donnent usuellement une petite autonomie financière

(commerce, petit lopin, petite transformation), pour se consacrer aux activités dominantes du ménage, les activités agricoles de grand champ ; activités dont les revenus reviennent au chef de ménage. Ou, lorsqu'elles parviennent encore à en générer, elles conservent moins leurs petits revenus, pour les consacrer à la relance de ces activités agricoles du ménage. Elles sont alors moins à même de contribuer à leur tontine, ce qui, en retour, contribue de nouveau à la baisse de leur autonomie. De même certains fils renoncent à leurs activités autonomes, ou à leur scolarisation, pour contribuer au relèvement familial. Ces phénomènes sont moins prégnants dans les ménages les plus aisés, où l'on constate plutôt une recherche par les femmes de nouvelles activités génératrices de revenus, dès lors que l'essentiel, ie. la production vivrière sur grand champ, paraît assuré. Les inégalités inter-ménages se répercutent donc fortement sur les dynamiques intra-ménages, dans ce contexte post-conflit.

Les dynamiques collectives à l'épreuve de l'insécurité

Alors que les humanitaires comptent généralement sur les dynamiques collectives locales pour relayer et renforcer leur action, il est impératif d'analyser la façon dont les collectifs villageois ont traversé la crise, et là encore, c'est la diversité des situations qui apparaît, avec le délitement de certaines organisations, l'émergence de nouvelles, tout ceci jouant un rôle majeur dans les recompositions évoquées précédemment, mais pouvant aussi servir de filet de sécurité pour certains ménages.

Considérons le cas, très courant en RCA, des associations d'échange de travail (AET), qui sont des organisations locales informelles fonctionnant sur un modèle similaire à celui des tontines. Les personnes impliquées dans ces associations travaillent ensemble sur une parcelle appartenant à l'un des membres, et ce à tour de rôle. Celui qui reçoit le groupe sur son champ doit généralement fournir le repas et la boisson à tous les travailleurs s'étant présentés chez lui. Dans le village de Ngamana, les membres des AET ont progressivement assoupli les règles de l'invitation suite à la crise. Ainsi, le repas qui doit être fourni par l'hôte peut ne pas contenir de viande, et les boissons peuvent être proposées en quantité limitée. Il incombe ainsi moins de charges à la personne qui reçoit. De plus, en cas de non disponibilité de l'hôte le jour où celui-ci est censé recevoir le groupe dans son champ, les membres travaillent quand même pour lui. Ainsi, ces nouvelles modalités de fonctionnement permettent au ménage de diluer les effets liés à la perte ponctuelle de force de travail du fait d'une maladie, ou encore du fait d'un déplacement. Parmi les déplacements « autorisés » par le groupe, on trouve les opportunités de vente de main d'œuvre (place de journalier pour la MINUSCA ou pour une ONG, qui sont des places très prisées mais rares) ou encore un voyage à l'extérieur de la zone pour tenter de valoriser ses productions agricoles. Ainsi, les ménages en quête de liquidités pour couvrir leurs besoins immédiats ne se retrouvent pas pénalisés, et bénéficient tout de même de la force de travail du groupe. Les dynamiques collectives deviennent alors un moyen à part entière de faire face à certains risques, et un levier favorable aux ménages - même ceux en difficulté - pour relancer leurs activités agricoles.

A l'inverse, dans d'autres villages comme Nounkowane, les modifications des règles de fonctionnement de ces AET, conduisent à des effets tout autres. L'apparition de la possibilité de monnayer un tour au sein de ces groupes, inexistante auparavant, correspond à une volonté des ménages en position de force de capter de la main d'œuvre disponible. Par exemple, une personne qui souhaite que les membres viennent travailler sur sa parcelle une deuxième fois

peut, si elle trouve un autre membre qui accepte l'échange, acheter le « tour » de ce membre. Elle donne alors une petite somme à celui-ci, qui ne bénéficiera pas du travail du groupe sur sa parcelle, puisque les membres iront travailler chez celui qui a payé à la place. Cette modification des règles de fonctionnement de l'AET permet ainsi à certains ménages de capter la force de travail pour répondre aux besoins liés aux activités champêtres, et à d'autres de bénéficier de liquidités pour couvrir leurs urgences. Cependant, ces derniers - principalement des ménages en difficulté puisque ayant besoin de liquidités pour faire face à une dépense imprévue ou pour nourrir sa famille - se voient privés de la force de travail du groupe, et donc freinés dans la relance de leurs activités agricoles.

L'action humanitaire, une nouvelle source d'inégalités territoriales ?

Les pillages induisent un « coup de projecteur » sur certaines zones, qui provoque un afflux d'aide humanitaire. Cet afflux a pour conséquence principale de renforcer l'intégration au territoire des zones déjà relativement accessibles et bien desservies en termes d'infrastructures de base, au détriment des zones les plus enclavées, qui subissent également la crise, mais au travers d'autres types de chocs, et voient leur marginalisation s'accroître. C'est ce que nous nommons le paradoxe de l'enclavement.

Les villages touchés par le choc brutal du pillage sont généralement des villages bien intégrés au territoire. En effet, c'est la présence d'un axe de circulation important qui a pu faciliter la présence des pillards, notamment lors de la descente des membres de la Séléka vers Bangui ou au contraire lors de leur fuite vers le Nord, tandis que les groupes armés de l'Ex-Séléka se maintiennent en tant qu'administration parallèle dans des zones plus isolées, provoquant alors des chocs prolongés de type racket. De ce fait, la crise peut améliorer l'intégration d'un village affecté par les pillages, du fait du rush humanitaire induit, et de l'accès aux services de base qu'il permet. C'est là un des paradoxes majeurs de la guerre civile centrafricaine, que d'améliorer la fonction d'intégration au territoire des villages les mieux connectés. Par exemple, Nounkowane, site qui se situe à moins de 20 km de Bouar et qui bénéficiait d'un accès relativement satisfaisant aux services de base, a bénéficié, suite aux pillages, d'un aménagement des points d'eau, ainsi que de la réhabilitation d'une école (située dans un village voisin), abandonnée depuis plus de 10 ans.

A l'inverse, les chocs prolongés comme le racket et l'insécurité persistante, moins médiatisés, ont encore augmenté la marginalité des zones les plus enclavées. Le cas de Biroh, à l'Est du pays, illustre tout particulièrement ce constat. Depuis longtemps, cette zone est abandonnée par l'Etat, sans accès aux services de base. La présence diffuse de la LRA a augmenté encore plus la marginalisation de cette zone, avec la disparition du marché hebdomadaire. La seule solution perçue étant la fuite hors du village, on observe donc un exode progressif de ceux qui ont les capacités de s'intégrer ailleurs et de trouver des moyens d'existence. A termes, nous pouvons faire l'hypothèse que ce village disparaîtra si la situation ne connaît pas d'amélioration. Ainsi l'intégration des villages peut-elle être améliorée du fait de la crise récente, via des interventions humanitaires, dans les zones touchées directement par les exactions des groupes armés, tandis que les sites soumis une insécurité plus diffuse, n'attirant pas les humanitaires, se retrouvent d'autant plus marginalisés. Les populations pastorales sont elles aussi plus marginalisées qu'avant la crise. En proie à la méfiance des villageois et au racket

des groupes armés, hésitant donc à trop s'approcher des axes de communication et des principaux centres urbains, elles demeurent largement hors de portée de l'action humanitaire.

Conclusion : les étapes à venir

Pour la suite de ce projet de recherche, nous conservons trois préoccupations majeures. Premièrement, celle de proposer une lecture multidisciplinaire de la résilience, pour ne pas tomber dans les défauts dénoncés en début de projet concernant les études réalisées par les acteurs humanitaires. Deuxièmement, celle de proposer une méthodologie duplicable, adaptée au contexte du conflit centrafricain et au-delà (temps limités sur le terrain, complexité d'accès à certaines zones, aléas sécuritaires, biais de la présence humanitaire, personnel peu formé à l'évaluation). Et enfin, présenter une grille d'analyse à la fois solide et flexible, à même de contribuer aux besoins programmatiques des organismes humanitaires.

Bibliographie

- Archambaud L., Laissus-Benoist P., Hostache C., Lallau B. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Cadre d'analyse et méthodologie de la première phase de terrain, Projet CPDA-RCA, Document de travail n°3, Clersé, Lille1, Septembre.
- Atlas réactualisé de la RCA, ed. du LACCEG, Université de Bangui (2007).
- Barrett CB., Constan MA. (2013), Toward a theory of resilience for international development application, PNAS USA 111(40), Washington.
- Béné C., Godfrey Wood R., Newsham A., Davies M. (2012), Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes, IDS Working Paper, Number 405, september, 61p.
- Boudreau T. Ed. (2008), Practitioners' Guide to Household Economy Approach, Regional Hunger and Vulnerability Programme, Save the Children & The Food Economy Group, February.
- Chambers R., Conway G.R. (1991), Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century, IDS Discussion Paper 296, December.
- Devereux S. (2003), *Conceptualizing destitution*. IDS Working Paper, n° 216, Brighton: Institut of Development Studies.
- Droy I., Lallau B. (2014), Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations. In Châtaignier J.L. (ed.) Fragilités et résiliences : les nouvelles frontières de la mondialisation Paris : Karthala, 2014, p. 149-170.
- Dubois J-L., Droy I. (2001), L'observatoire : un instrument pour le suivi de la pauvreté, Document de travail n°59, CED, Université Montesquieu Bordeaux IV.
- Dufumier M., Lallau B. (2016), Vers quel développement agricole en République centrafricaine ? Réflexions et propositions, Projet de recherche CPDA-RCA, Document de travail n°1, Avril.
- Dumont, R. (1966), Le difficile développement agricole de la République centrafricaine. Annales de l'Institut National Agronomique tome VI. Paris ; 85 pages.
- Emery, M. and C.B. Flora. (2006), Spiraling-Up: Mapping Community Transformation with Community Capitals Framework, Community Development: Journal of the Community Development Society 37: 19-35.

- FSIN (2014), Un cadre analytique commun de mesure de la résilience. Cadre de causalité et options méthodologiques, Groupe de travail technique sur la mesure de la résilience, Food Security Information Network, Série technique No. 2, Novembre.
- Hickey S., du Toit A. (2007), Adverse incorporation, social exclusion and chronic poverty, CPRC Working Paper 81, June.
- Holling C. S. (1973), "Resilience and stability of ecological systems", Annual Review of Ecological Systems, 4, p. 1-23.
- Kalck P. (1976), Histoire centrafricaine des origines à 1966. Collection "Racines du présent". L'Harmattan. Paris.
- Lallau B., Archambaud L., Benoist-Laissus P. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Eléments de cadrage théorique et méthodologique. Projet CPDA-RCA, Document de travail n°2, Clersé, Université de Lille, Mai.
- Lallau B. (2011), La résilience, moyen et fin d'un développement durable ? Éthique et économique/Ethics and Economics, 8 (1).
- Lallau B. (2017), A la recherche du paysan résilient. Eléments de réflexion sur une notion à la mode, Cahiers d'Outre-Mer, Bordeaux, à paraître.
- Mathevet R., Bousquet F. (2014), Résilience et environnement. Penser les changements socioécologiques, Buchet-Chastel.
- Reghezza-Zitt M., Rufat S., Djament-Tran G., et al. (2012), What Resilience Is Not: Uses and Abuses, *Cybergeog: European Journal of Geography*, article 621, october.
- Tidjani I., Archambaud L., Lallau B. (2017), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Cadre analytique et méthodologique de l'approche campement, Document de travail, Projet CPDA-RCA, Working Paper N°4, Clersé, Université de Lille, janvier.
- Walker, B.H., Holling, C.S., Carpenter, S.R., Kinzig, A.P. (2004), Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems, *Ecology and Society*, 9(2).

ANNEXE

Le fonctionnement et la résilience des systèmes : quelle formalisation ?

Les choix à effectuer pour mener une analyse multidimensionnelle sont toujours délicats, et discutables : choix des indicateurs, des modalités de ces indicateurs, des méthodes d'agrégation et de présentation graphique, etc. Cette annexe présente les principales réflexions en cours, à l'échelle des systèmes villageois.

Une analyse en termes de fonctions n'est pas dénuée de risques. Nous voyons deux écueils principaux à éviter, qui sont d'ailleurs des écueils récurrents dans les analyses de la résilience : d'une part ne pas réussir à penser la transformation des systèmes, et accrédi ter l'idée que le « bon » système est le système qui ne change pas ; d'autre part fonder notre analyse sur des jugements de valeur, d'attribuer des « bons » et des « mauvais points » aux communautés, et glisser vers le registre de l'injonction (pour être résilients, il faut faire ci, être comme ça). Nous ne parviendrons sans doute jamais à éviter totalement ces écueils, mais nos choix d'indicateurs reflètent ces préoccupations : nous associons, selon les cas, nos observations et les perceptions des populations, nous faisons clairement la distinction entre les indicateurs d'état et les moyens de les atteindre, en ne postulant pas *a priori* de moyens meilleurs que d'autres, nous tentons d'établir les modalités les plus claires possibles, afin d'éviter les ambiguïtés dans l'exploitation des données produites. Car il est une autre contrainte à intégrer dans le choix des indicateurs, celle du réalisme : il faut pouvoir assez aisément les renseigner sur nos terrains, et nous avons à trouver un juste compromis entre richesse de l'information produite et faisabilité sur une période assez courte au village. Ci-dessous, nous présentons quelques réflexions pour chaque fonction, la liste exhaustive des indicateurs retenus à l'échelle du village est reportée en annexes 1, 2, et 3 de ce document.

La fonction productive : étudier les évolutions perçues. Bien qu'au travers de ces indicateurs, nous cherchons à renseigner la situation du village à un moment t , nous n'avons pas d'autres choix, pour la fonction productive, que de nous intéresser aux perceptions des villageois quant à l'évolution des différentes ressources naturelles. En effet, il aurait fallu déterminer au préalable des valeurs de référence pour comparer le niveau des indicateurs à une « norme », première étape qui s'avère déjà problématique en RCA. Par ailleurs, toujours pour des raisons de réalisme, la mesure exacte d'un rendement agricole, par exemple, est dans ces campagnes difficile à obtenir, ou nécessiterait de déployer beaucoup de temps et d'énergie (ce qui va à l'encontre de notre objectif de répliquabilité), sans toutefois apporter des résultats fiables. C'est pourquoi nous préférons approcher la fonction productive via des indicateurs reflétant la perception des villageois sur les dynamiques à l'œuvre, reflétant donc les pratiques et enjeux locaux.

La fonction d'intégration : penser un système ouvert. Là encore nous partons des aspirations généralement exprimées par les populations, qui souhaitent une meilleure intégration à l'économie, la société, le territoire. Cette intégration peut être caractérisée par des indicateurs d'opportunités économiques, de diversité alimentaire, et d'accès aux services et infrastructures.

La fonction de régulation : éviter les jugements de valeur. Le choix des indicateurs est plus délicat encore concernant les questions de régulation et de cohésion sociale, qui conduisent souvent à des postures injonctives. Notre position est donc, non pas de dire qu'il ne faut pas de dynamiques excluantes parce qu'elles seraient condamnables en soi, mais que ces dynamiques sont porteuses de non soutenabilité sociale (privation de capacités de choix de certains villageois), et qu'elles risquent de conduire à la disparition du village en tant que système (changement d'échelle). Il en est de même pour la confiance envers le chef, les inégalités dans l'accès aux ressources, etc.

Une fois ces indicateurs renseignés, il nous faut les représenter. Plusieurs outils peuvent être mobilisés, mais il nous semble que le diagramme de kiviati constitue un outil commode pour rendre compte des résultats obtenus : représentation des différents indicateurs de chaque fonction, comparaisons dans le temps ou dans l'espace en superposant les situations sur un même graphique. Si ensuite nous souhaitons évaluer la fonction dans sa globalité, nous avons à agréger les différents indicateurs qui la caractérisent, pour aboutir à un score. Nous sommes alors confrontés aux débats usuels en termes de substituabilité, de complémentarité, et d'irréversibilité, mais à ce stade nous n'avons pas de réponse tranchée, nous ne voulons pas introduire *d'a priori* sur les interactions entre les indicateurs, et nous optons un système d'agrégation simple. De ce fait, derrière un même score pour une fonction donnée, peuvent se cacher des situations très différentes. Il convient donc de toujours nuancer ces résultats par l'analyse des indicateurs et les différentes variables explicatives. Ce sont les analyses croisées entre les différents sites qui permettront éventuellement d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation sur les interactions entre indicateurs. Enfin, nous pouvons aussi envisager une agrégation des trois fonctions, pour avoir une vision globale de la situation du village, pouvoir en suivre l'évolution dans le temps, selon les grandes périodes de l'histoire du village. Ce n'est que si, en dépit des chocs subis, le « système village » maintient ou restaure son fonctionnement que l'on pourra alors parler de processus de résilience. L'idée de passer par des scores (scores par fonction, score global), on le voit a un gros avantage, celui de rendre « lisibles » les résultats obtenus, ce qui est usuellement recherché dans le monde humanitaire. Mais elle souffre des limites, difficilement surmontables, de toute démarche de ce type (simplification marquée d'une complexité locale, caractère « arbitraire » de la notation, difficulté d'interprétation, fétichisme du chiffre, etc.).

Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction productive

<p>1. Evolution des rendements agricoles</p> <p>1= Baisse de rendement sans baisse du temps de jachère</p> <p>2= Baisse de rendement à cause de la baisse du temps de jachère</p> <p>3= Rendement stable</p> <p>4= Augmentation de rendement en raison de l'augmentation du temps de jachère</p> <p>5= Augmentation de rendement sans augmentation du temps de jachère</p>
<p>2. Evolution des surfaces exploitables</p> <p>1= Baisse de la surface exploitable sans baisse de la surface du finage</p> <p>2= Baisse de la surface exploitable du fait de la baisse de la surface du finage</p> <p>3= Surface exploitable stable</p> <p>4= Augmentation de la surface exploitable car augmentation de la surface du finage</p> <p>5= Augmentation de la surface exploitable sans augmentation de la surface du finage</p>

3. Evolution des prises de chasse

- 1= Baisse des prises de chasse sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)
- 2= Baisse des prises du fait de l'augmentation de l'activité
- 3= Prises de chasse stables
- 4= Augmentation des prises de chasse car baisse de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)
- 5= Augmentation des prises sans baisse de l'activité

4. Evolution des prises de pêche

- 1= Baisse des prises de pêche sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)
- 2= Baisse des prises du fait de l'augmentation de l'activité
- 3= Prises de pêche stables
- 4= Augmentation des prises de pêche car baisse de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)
- 5= Augmentation des prises sans baisse de l'activité

5. Evolution de la disponibilité des produits de collecte

- 1= Baisse de la disponibilité des produits de collecte sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)
- 2= Baisse de la disponibilité des produits de collecte du fait de l'augmentation de l'activité
- 3= Disponibilité des produits de collecte stable
- 4= Augmentation de la disponibilité des produits de collecte car baisse de l'activité
- 5= Augmentation de la disponibilité des produits de collecte sans baisse de l'activité

6. Evolution de la quantité d'eau disponible (pour les cultures et le bétail)

- 1 = Baisse de la disponibilité en eau sans augmentation des prélèvements (culture et bétail)
- 2 = Baisse de la disponibilité en eau en raison de l'augmentation des prélèvements
- 3 = La disponibilité en eau reste stable
- 4 = Augmentation de la disponibilité en eau destinée aux productions agricoles et pastorales du fait de la baisse des prélèvements
- 5 = Augmentation de la disponibilité en eau destinée aux productions agricoles et pastorales sans baisse des prélèvements

Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction d'intégration

1. Niveau de diversité de l'offre alimentaire

- 1= Offre non diversifiée (absence de légumes, abs de légumineuses, abs de viande ou de poisson)
- 2= Offre peu diversifiée (présence de viande/poisson ponctuellement)
- 3= Offre plutôt diversifiée (présence de viande/poissons et légumes/légumineuses ponctuellement)
- 4= Offre très diversifiée (présence permanente de viande/poisson et légumes/légumineuses)

2. Accessibilité et qualité perçue des structures de santé

- 1= Structure éloignée (> de 7 km) et de mauvaise qualité (personnes non qualifiées, abs médicaments, infrastructures en mauvais état)
- 2= Structure proche (< de 7 km) mais de mauvaise qualité
- 3= Structure éloignée mais de bonne qualité
- 4= Structure proche et de bonne qualité

3. Accessibilité et qualité perçue des structures scolaires

- 1= Structure éloignée (> de 3 km) et de mauvaise qualité (personnes non qualifiées, infrastructures en mauvais état)
- 2= Structure proche (< de 3 km) mais de mauvaise qualité
- 3= Structure éloignée mais de bonne qualité
- 4= Structure proche et de bonne qualité

<p>4. Evolution des termes de l'échange</p> <p>1= Les termes de l'échange se dégradent beaucoup (augmentation des prix des produits manufacturés et baisse des prix des productions agricoles)</p> <p>2= Les termes de l'échange se dégradent un peu (augmentation des prix des produits manufacturés ou baisse des prix des productions agricoles)</p> <p>3= Les termes de l'échange restent stables</p> <p>4= Les termes de l'échange s'améliorent (augmentation des prix agricoles et/ou baisse des prix des produits manufacturés)</p>
<p>5. Accessibilité des réseaux téléphoniques</p> <p>1= Absence de réseaux téléphoniques</p> <p>2= Présence d'un réseau téléphonique ponctuellement</p> <p>3= Présence de plusieurs réseaux téléphoniques ponctuellement ou un permanent</p> <p>4= Présence de plusieurs réseaux téléphonique permanents</p>
<p>6. Accessibilité routière</p> <p>1= Très enclavé, pas d'accès en véhicule</p> <p>2= Assez enclavé, accès saisonnier ou passage des véhicules à plus de 4 km du village</p> <p>3= Assez accessible, accès permanent entre 1 et 4 km du village</p> <p>4= Très accessible, à proximité d'un axe principal</p>
<p>7. Opportunités de travaux journaliers</p> <p>1 = Pas d'opportunités</p> <p>2 = Peu d'opportunités (plus de gens qui demandent que de tâches à réaliser)</p> <p>3 = Plusieurs opportunités (autant de gens qui demandent que de tâches à réaliser)</p> <p>4 = Très faciles à trouver (plus de tâches à réaliser que de gens qui demandent)</p>
<p>8. Accessibilité des services financiers et sécurisation de l'épargne</p> <p>1= Pas de possibilité de prendre de crédit</p> <p>2= Possibilité de prendre un crédit mais taux usurier, pas de possibilité de sécuriser l'épargne</p> <p>3= Possibilité de prendre un crédit, pas de possibilité de sécuriser épargne en dehors des tontines du village</p> <p>4= Possibilité de mettre en sécurité son épargne en dehors du village et possibilité de contracter un crédit</p>

Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction de régulation

<p>1. Niveau de confiance dans les autorités villageoises / Niveau d'adhésion aux décisions</p> <p>1 = Chef perçu comme illégitime, pas de confiance</p> <p>2 = Absences d'autorités locales au moment de la collecte d'informations</p> <p>3 = Chef perçu comme légitime mais certaines décisions remise en cause (contestation plus ou moins affichée, ou départ de certaines personnes, prise de distance par rapport au village)</p> <p>4 = Confiance accordée au chef, accord avec les décisions prises (globalement)</p>
<p>2. Présence de dynamiques excluantes / discriminantes</p> <p>1= Discrimination religieuse / ethnique / communautaire forte (personnes qui vivent dans le même village mais avec peu d'échanges)</p> <p>2= Présence de quelques cas de discrimination</p> <p>3= Pas de discrimination mais homogénéité forte de la population</p> <p>4= Pas de discrimination malgré une hétérogénéité forte de la population</p>
<p>3. Existence de violences au sein du village</p> <p>1= Violences ++</p> <p>2= Quelques violences ponctuelles, à l'égard de personnes habitant le village</p> <p>3= Quelques violences ponctuelles, à l'égard de personnes extérieures</p> <p>4= Pas de violence identifiée</p>

4. Niveau d'efficacité dans la gestion des conflits internes au village

- 1= Nombreux conflits non réglés
- 2= Quelques conflits persistants
- 3= Quelques conflits, en passe d'être réglés
- 4= Absence de conflit au sein du village, où déjà réglés

5. Accès aux ressources

- 1= Il y a de nombreux litiges non réglés concernant l'accès aux ressources
- 2= Il y a quelques litiges concernant l'accès aux ressources mais ceux-ci sont en passe d'être réglés
- 3= Il existe du mécontentement vis à vis de l'accès aux ressources mais pas de conflits/ litiges (normes acceptées / acceptables)
- 4= Pas de mécontentement, pas de litiges, l'accès aux ressources est considéré satisfaisant

6. Existence de mesures collectives face aux risques

- 1= Insécurité fortement ressentie, pas de système d'alerte, pas de mesures de protection
- 2= Risque peu ressenti, absence de mesures de protection
- 3= Risque fortement ressenti, avec existence de mesure de protection
- 4= Risque peu ressenti mais existence de mesure de protection (mise en place auparavant ou « au cas où »)